



**Lettre ouverte des salariés
d' Altifort SMFI Tarbes à
Monsieur le Président de la
République Française**



Tarbes, le 11 octobre 2019

Monsieur le Président de la République,

connaissant votre attachement à notre département, parce que nous pensons que les Hautes-Pyrénées n'ont pas pour seul avenir de devenir un désert et qu'elles doivent rester un lieu où il fera bon construire un projet de vie en famille, nous avons fait le choix de vous écrire à nouveau.

En 2018 nous l'avions déjà fait, nous étions alors confrontés aux décisions stratégiques du groupe Vallourec qui abandonnait le site de Tarbes, leurs salariés et leurs familles.

Notre mobilisation ainsi que celle des acteurs locaux, élus de terrain et parlementaires avait permis d'aboutir à un plan de reprise, avalisé par les services de l'Etat, et qui donna au groupe Altifort les clefs de notre site industriel.

Pourtant, quatorze mois après « l'achèvement » de cette opération de restructuration, qui avait vu la mobilisation de l'ensemble des acteurs institutionnels du territoire, les 35 salariés présents aujourd'hui sur site n'ont aucune visibilité sur leur avenir.

En effet, notre entreprise a été placée en redressement judiciaire le 29 août 2019, soit un an après l'opération de reprise du site Vallourec validée par l'Etat. (Vallourec engagé dans une profonde restructuration de ses activités sur le territoire national ayant été directement suivi à votre niveau lorsque vous assumiez les responsabilités de Ministre de l'Economie et de l'Industrie).

Quatorze mois après une opération de restructuration avalisée par l'Etat, un constat s'impose : 2,9 millions d'euros ont « disparu » au profit d'une holding alors qu' Altifort nous avait promis un projet solide et un investissement de 3 millions sur le site de Tarbes.

Les dirigeants n'ont pas tenu leurs engagements, se comportant comme des « patrons voyous » et se livrant à un abus de bien social, dont nous espérons qu'il fera l'objet de poursuites pénales.

Aujourd'hui les salariés qui sont les seuls à s'être totalement investis dans le redressement de l'entreprise font le constat d'une absence de prise en compte de leurs angoisses et de leurs demandes.

La rencontre avec le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises et le préfet des Hautes Pyrénées le 25 septembre dernier ne nous a pas permis d'avoir une visibilité sur nos avenir, bien au contraire.

Les salariés d'Altifort SMFI Tarbes n'acceptent pas ce que d'aucuns présentent comme une fatalité : la liquidation pure et simple de l'entreprise.

Nous estimons au contraire que compte tenu des savoir-faire et de l'activité du site (100 % consacré à la défense), la mobilisation de tous les acteurs, notamment publics, est un impératif pour permettre de trouver une solution de reprise.

Notre entreprise est la seule à maîtriser la production du corps d'obus LU107, elle dispose par ailleurs d'une qualification sur le corps de l'OE120, celle sur le culot 120 mm étant en cours de réalisation.

S'agissant de la réalisation du corps d'obus LU2XX, elle a été menée à bien dans les délais impartis fin 2018, témoignant à nouveau, sur ce prototype, plus grand et plus difficile à concevoir, du savoir faire de notre entité.

Sans rentrer dans l'exhaustivité, vous comprendrez M. le Président, que nous ne pouvons accepter une telle situation alors qu'il en va de notre avenir et de celui de nos familles.

Nous considérons que les moyens dédiés à nos fabrications et notre savoir-faire sont un atout majeur et une véritable richesse pour l'industrie française et l'industrie locale, qui a été si durement malmenée sur les vingt dernières années.

Pour notre part, et plus que jamais, nous continuons d'être mobilisés pour nos emplois, nos familles et notre territoire.

Nous considérons que l'Etat doit nous entendre et nous apporter tout le soutien nécessaire et contribuer à trouver des solutions industrielles pérennes.

Confrontés au mépris du groupe Altifort et de notre direction, vous comprendrez aisément notre colère et notre dégoût.

Nous voulons être entendus, nous n'acceptons pas que l'outil industriel Tarbais et notre savoir-faire soient considérés comme quantité négligeable.

Nous vous demandons d'intervenir pour faire prévaloir l'intérêt industriel, notre avenir et celui de nos familles et vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre haute considération.

**LES SALAIRES D'ALTIFORT SMFI TARBES QUI
REFUSENT D'ÊTRE SACRIFIÉS.**